

Les radicaux montent à la vigne

RENTREE • Pascal Broulis et Jacqueline de Quattro, les deux radicaux du Château, s'affichent ensemble dans des «vignes démocratiques» au cœur de Lavaux.



Les radicaux Jacqueline de Quattro, Pascal Broulis, Christelle Luisier et Olivier Meuwly sont montés à la vigne, hier à Chardonne. ARC/JEAN-BERNARD SIEBER

JÉRÔME CACHIN

Riante escapade sous un ciel bleu, au cœur de Lavaux. La tranquille officine radicale qu'est le Cercle démocratique de Lausanne invitait les journalistes à Chardonne pour entendre la nouvelle présidente du parti vaudois, Christelle Luisier, ainsi que les deux conseillers d'Etat Pascal Broulis (présidence et finances) et Jacqueline de Quattro (sécurité et environnement). Décor de carte postale, discours copieux, deux bouteilles et repas offerts: tout était réuni pour ne pas faire regretter leur déplacement aux représentants des médias.

Après les perspectives brossées par leur présidente de parti (voir ci-dessous), le président du Conseil d'Etat et sa collègue ont présenté leurs objectifs pour la rentrée politique. L'occasion de passer en revue plusieurs sujets, issus ou non de leurs dossiers. Pour résumer de précédents épisodes et lâcher quelques annonces.

Et il y avait aussi un peu d'unité retrouvée, après les froissements de la fin du mois de juin. Juste avant d'entamer la pause estivale, la nouvelle conseillère d'Etat avait qualifié son aîné de «supersyndic». A l'instar

de bien des syndicats dans leurs communes, Pascal Broulis aurait trop de pouvoir sur ses collègues, aurait-on pu interpréter des propos de l'élue, qui s'en est vite défendue. Mais ce que Pascal Broulis appelait hier les «vignes démocratiques» (elles sont propriété du Cercle démocratique) étaient propices à faire oublier ces souvenirs d'avant les vacances. En plus du vin de Chardonne, les deux radicaux du gouvernement arrosaient leur public de solides métaphores vigneronnes pour structurer leurs propos.

MUSÉE: «ACTE MANQUÉ» Les sept conseillers d'Etat sont engagés dans le combat pour le projet du nouveau Musée des beaux-arts soumis en votation le 30 novembre, affirme le président du Conseil d'Etat. La bataille sera difficile. D'abord parce que l'architecture du projet actuel est très contestée. Mais attention: Pascal Broulis ne volera pas au secours de ceux qui disent apprécier les lignes du bâtiment dessiné par les lauréats. Ce projet architectural est «un acte manqué», dit-il. Par ailleurs, il conseillerait aux partisans du projet

de ne pas trop insister sur le fait que le nouveau Musée des beaux-arts doit être érigé «au bord du lac». L'argument ne fait pas mouche, selon lui. Pour Pascal Broulis, il faut dire en revanche que le musée de Bellerive sera un fantastique outil de promotion économique.

Les référendaires obtiendront-ils du gouvernement la pose de gabarits pour permettre aux citoyens d'évaluer le volume du bâtiment projeté sur les rives du Léman? «Oui», répond «à titre personnel» le président, qui ajoute: «Je préfère un débat sous tous les angles.» La réponse officielle est pour «mi-septembre» au plus tard. Y a-t-il un plan B en cas d'échec? Pascal Broulis contourne la question et promet: «Si c'est non, le gouvernement repropose un nouveau projet.»

SÉCURITÉ: UN ACCORD? Le dossier de la réforme policière avance, assure Jacqueline de Quattro. La plate-forme de discussion entre le canton et les communes progresse, même si «les travaux sont sous embargo». Les syndicats de policiers, auteurs de l'initiative D'Artagnan pour une police unique, sont «satis-

faits» de voir que les discussions avancent, rapporte la cheffe du département. Si bien qu'en décembre au plus tard «un accord sortira». Le Grand Conseil en sera nanti ou, à défaut, un «rapport intermédiaire» lui sera présenté.

L'espoir est que l'initiative soit retirée par des initiants satisfaits d'un contre-projet. «Mais ce n'est pas une catastrophe si nous allons au devant d'une votation», tempère Jacqueline de Quattro, qui affirme sa volonté de «construire une police unifiée dans le respect des communes».

JEUNES: ASSISES, ACTE 2 Une deuxième édition des «états généraux sur la violence des jeunes» se tiendra le 6 octobre. Elle servira à dégager «les besoins du canton» en matière de prise en charge du problème. Jacqueline de Quattro reconnaît l'abondance des critiques entendue à l'encontre de la première édition en mars. Cette rencontre avait été notamment contestée pour son manque de contenu et de structuration. «Le constat de la montée de la violence a été posé à cette occasion», se félicite-t-elle. AVEC MR

Le président met des notes au Collège

MICHAËL RODRIGUEZ

Pour une banale rentrée politique, sans la moindre élection à l'horizon, cette balade radicale main dans la main avec la presse a de quoi surprendre. Serait-ce un épisode de plus dans la course à la visibilité médiatique que se livrent certains conseillers d'Etat vaudois depuis une année? Le président Broulis se récrie que non: l'excursion aurait déjà été projetée lors de la précédente législature, sans se concrétiser toutefois.

Reste que, depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, certains ministres rivalisent de zèle pour apparaître sur la scène médiatique. On a vu la cheffe de la Sécurité Jacqueline de Quattro poser en uniforme de police lors d'une nuit avec les forces de l'ordre. Son collègue de l'Intérieur, le libéral Philippe Leuba, s'en est aussi donné à cœur joie, en invitant à Lausanne la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, ou encore en faisant de Vallorbe – certes pas le centre d'enregistrement de requérants, mais le tranquille Musée du fer... – le théâtre d'une conférence de presse sur le dossier de l'asile.

Pascal Broulis admet que certains ministres sont assez enclins à mettre en avant leurs actions. «Surtout Philippe Leuba», glisse-t-il. Mais

l'ambiance au gouvernement mérite selon lui la note de «neuf sur dix». L'ambiance est donc très bonne. Moins, quand même, que lors de la législature 2002-2007, lorsque Jacqueline de Quattro et Philippe Leuba n'étaient pas encore élus: là, le grand argentier monte jusqu'à «neuf et demi». Son explication: les ministres avaient davantage d'ancienneté, donc moins besoin de se montrer pour exister.

A noter encore que dans le gouvernement actuel, certains n'ont pas hésité à «jouer perso» pour se mettre en avant. Comme lorsque Jacqueline de Quattro annonçait, au lendemain de la manifestation anti-Blocher au Comptoir suisse, des «états généraux» sur la violence des jeunes... sans en discuter au préalable avec sa collègue en charge de la Jeunesse, Anne-Catherine Lyon.

Lors du «Forum des cent» organisé par «L'Hebdo», certains conseillers d'Etat auraient pris connaissance en même temps que les autres invités des accords de collaboration intercantonaux dévoilés par le Genevois François Longchamp et le Vaudois Pascal Broulis. Ce dernier dément, quoiqu'un peu mollement: il admet qu'il ait pu y avoir un petit décalage entre l'information donnée à ses collègues et le contenu final de son discours... I

Nouveau parti en vue

Quelle stratégie pour les radicaux vaudois après leurs défaites aux élections cantonales et communales? Le déclin d'un parti qui naguère régnait en maître sur le canton a quasiment imposé une solution longtemps taboue: un rapprochement avec les libéraux. La montée de l'UDC a en effet relégué à l'arrière-plan l'opposition historique entre radicaux et libéraux. Mais la nouvelle présidente du Parti radical vaudois, Christelle Luisier, ne veut pas d'une «fusion de deux partis malades». Elle appelle plutôt à la «création d'un nouveau parti». Afin de se démarquer de l'UDC, il s'agira d'une «force libérale, ouverte et moderne». En ferait aussi partie le mouvement Ecologie libérale, dont les trois représentants au Grand Conseil siègent pour l'instant dans l'Alliance du centre.

La présidente veut aller vite: une stratégie commune aux deux partis devra être définie d'ici à la fin du premier trimestre 2009. Il faudra ensuite concrétiser le rapprochement avant la fin de l'année, histoire d'être prêts pour les élections de 2012 et de ne pas répéter l'échec de l'opération «LausannEnsemble». La fusion des listes radicales, libérales et PDC à Lausanne avait été annoncée moins d'un an avant les élections communales, et s'était soldée par une cuisante giflle. Le rapprochement avec les libéraux ne risque-t-il pas de détourner encore un peu plus les radicaux de leur ancien positionnement centriste? «L'électorat que nous viserons va de la droite des socialistes à la frange modérée de l'UDC», répond Christelle Luisier. Nous ne devons pas nous positionner uniquement comme parti de la droite économique. Sinon, nous sommes morts: cet électorat ne représente pas plus de 7 à 8%.» MR